



HAL
open science

EconomiX

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une entité de recherche. EconomiX. 2013, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Centre national de la recherche scientifique - CNRS. hceres-02032587

HAL Id: hceres-02032587

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02032587v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Evaluation de l'AERES sur l'unité :

EconomiX

sous tutelle des

établissements et organismes :

Centre National de la Recherche Scientifique

Université Paris Ouest Nanterre La Défense



Mars 2013



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des Unités
de recherche

Le Directeur

Pierre Glaudes



Notation

À l'issue des visites de la campagne d'évaluation 2012-2013, les présidents des comités d'experts, réunis par groupes disciplinaires, ont procédé à la notation des unités de recherche relevant de leur groupe (et, le cas échéant, des équipes internes de ces unités). Cette notation (A+, A, B, C) a porté sur chacun des six critères définis par l'AERES.

NN (non noté) associé à un critère indique que celui-ci est sans objet pour le cas particulier de cette unité ou de cette équipe.

Critère 1 - C1 : Production et qualité scientifiques ;

Critère 2 - C2 : Rayonnement et attractivité académique ;

Critère 3 - C3 : Interaction avec l'environnement social, économique et culturel ;

Critère 4 - C4 : Organisation et vie de l'unité (ou de l'équipe) ;

Critère 5 - C5 : Implication dans la formation par la recherche ;

Critère 6 - C6 : Stratégie et projet à cinq ans.

Dans le cadre de cette notation, l'unité de recherche concernée par ce rapport a obtenu les notes suivantes.

- Notation de l'unité : **EconomiX**

C1	C2	C3	C4	C5	C6
A+	A	A+	A+	A+	A+



Rapport d'évaluation

Nom de l'unité :	EconomiX
Acronyme de l'unité :	
Label demandé :	UMR
N° actuel :	7235
Nom du directeur (2012-2013) :	M ^{me} Valérie MIGNON
Nom du porteur de projet (2014-2018) :	M ^{me} Valérie MIGNON

Membres du comité d'experts

Président : M. André CARTAPANIS Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence

Experts :

- M^{me} Flora BELLONE Université de Nice Sophia Antipolis
- M. Mouez FODHA Université d'Orléans, représentant du CNU
- M^{me} Carine NOURRY-GIORDANENGO Université d'Aix-Marseille (absente lors de la visite du comité)
- M. Dominique TORRE Université de Nice Sophia Antipolis, représentant du CoNRS
- M. Jean-Pierre URBAIN Maastricht University, Pays-Bas

Délégué scientifique représentant de l'AERES :

M. Benoît MULKAY

Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M. Philippe GERVAIS-LAMBONY Vice Président du Conseil Scientifique de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense

M. Stefano BOSI DAS de l'INSHS, CNRS (absent lors de la visite du comité) Mme Laurence CORVELLEC, Représentante du Délégué Régional du CNRS

Mme Antonietta LASTAPIS représentant des ITA du CoNRS



1 • Introduction

Historique et localisation géographique de l'unité :

EconomiX est une unité mixte de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense et du CNRS (UMR 7235) qui a été créée en 2005 au terme d'une fusion de toutes les unités de recherche en économie du campus de l'Université Paris Ouest. L'unité regroupe au sens large environ 200 membres, dont 64 permanents, 52 doctorants, 12 personnels ITA (au 30/06/2012). Le solde est constitué de chercheurs post-doctoraux, de membres associés ou rattachés (ces derniers n'atteignent pas les standards de publications de l'unité pour être considérés comme des membres à part entière de celle-ci. L'unité occupe près de 1 300 m² sur le campus de Nanterre, sur un seul site (bâtiment G), auxquels s'ajoutent 34 m² à l'ENS Cachan.

Équipe de Direction :

L'unité EconomiX est pilotée par une *Direction*, composée d'une directrice (Mme Valérie MIGNON depuis 2010), d'une directrice adjointe (Mme Anna CRET) et d'un secrétaire général (M. Frédéric HAMMERER), d'un *Directoire*, constitué, outre la directrice et la directrice adjointe, des responsables des 6 thèmes de recherche, dénommés *axes* (Mme Cécile COUHARDE, Mme Laurence SCIALOM, M. Alain AYONG LE KAMA, Mme Dominique MEURS, M. Eric LANGLAIS, et M. Olivier MUSY) et d'un *Conseil de laboratoire* composé de 20 membres, élus ou nommés, incluant des représentants des doctorants et des personnels ITA.

Nomenclature AERES :

SHS1_1 : Economie

Effectifs de l'unité :

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014	2014-2018 : Nombre de producteurs figurant dans le projet
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	51	46	43
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés	6	3	3
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)	13	13	
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	7	6	6
N5 : Autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)	0	2	2
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)	4	4	
TOTAL N1 à N6	81	74	54
Taux de producteurs	94,74 %		



Effectifs de l'unité (suite)	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014
Doctorants	52	
Thèses soutenues	101	
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité	84	
Nombre d'HDR soutenues	7	
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	43	39



2 • Appréciation sur l'unité

EconomiX a regroupé toutes les forces de recherche en économie autrefois dispersées dans plusieurs unités *historiques* de l'Université de Paris X Nanterre en maintenant l'héritage scientifique de ce pôle, tant du côté de l'ancrage théorique que s'agissant des domaines de recherche, tout en visant un renouvellement des thématiques et une professionnalisation affirmée des activités de recherche et d'encadrement doctoral (internationalisation, pilotage des moyens, recherche de financements contractuels...).

Tout en bénéficiant du statut d'UMR Université - CNRS, EconomiX est d'abord une équipe universitaire dont les membres permanents sont très majoritairement des enseignants-chercheurs (on décompte seulement 8 chercheurs des EPST ou des EPIC au 30/06/2012, et 4 au 01/01/2014) très fortement impliqués dans l'ensemble des missions de l'Université : de la formation initiale à la formation doctorale, des cursus académiques aux diplômes professionnalisants, de la recherche académique à l'administration des dispositifs universitaires, à l'expertise, publique et privée, et à la participation aux débats publics. En témoigne le fait que les membres d'EconomiX, au-delà de leurs charges d'enseignement en licence, sont responsables de 5 masters (*Economie appliquée ; Economie de l'environnement et de l'énergie ; Banque, finance et assurance ; Droit et économie ; Economie et société*) conduisant à 13 spécialités de M2 et il est prévu d'ouvrir plusieurs nouvelles mentions (*Modélisation des décisions économiques ; Economie et mathématiques*). Ce qui représente en 2013 pas loin de 600 étudiants de niveau M et D (360 en M1, 180 en M2, 50 doctorants).

S'agissant des domaines de compétences, hérités ou nouvellement définis, qui donnent à EconomiX son identité scientifique et sa réputation, on doit souligner la place importante qu'occupe l'unité, aux yeux de la profession, dans les questions de macroéconomie internationale et financière appliquée, d'économétrie appliquée, d'environnement et de croissance économique, de théorie économique (notamment la théorie monétaire ou les approches néo-ricardiennes), d'économie des institutions et du droit, d'histoire de la pensée économique..., et l'on doit relever l'orientation marquée, quoique non-exclusive, vers les implications en matière de politique économique et de politiques publiques.

Avant de dégager de façon synthétique les points forts et les points à améliorer, qui figurent de façon plus détaillée dans la suite du rapport, il paraît utile de caractériser rapidement la structuration scientifique d'EconomiX. Au sein de l'unité, les recherches menées combinent des démarches empiriques et des analyses plus théoriques, avec une dominante appliquée, autour de 6 thèmes, dénommés axes :

- *Macroéconomie internationale et économétrie financière* (MIEF) ;
- *Monnaie, finance et intermédiation* (MFI) ;
- *Développement durable, environnement et économie publique* (DDEEP) ;
- *Entreprises, inégalités et politiques sociales* (EIPS) ;
- *Droit, institutions et réglementation* (DIR) ;
- *Histoire et théorie économique* (HTE), désormais dénommé, dans le projet 2014-2018, *Théorie, histoire, risque et interactions stratégiques* (THEORIS).

L'unité EconomiX s'est fixé pour objectifs à la fois une forte présence dans la production scientifique internationale, en privilégiant davantage les publications dans les meilleures revues internationales, une implication très forte dans l'encadrement scientifique et l'accompagnement professionnel des doctorants, et une contribution active aux fonctions d'expertise et d'évaluation au sein de l'environnement économique et social.

Points forts et possibilités liées au contexte :

EconomiX est désormais une unité de recherche qui combine de très nombreux points forts, tant du côté du bilan 2007-2012 qu'en ce qui concerne le projet 2014-2018, certains pouvant être jugés exemplaires, même si l'unité doit franchir un dernier échelon pour bénéficier d'une réelle visibilité internationale et imposer la *marque* EconomiX au niveau international.

La pertinence et l'actualité scientifique et empirique de la plupart des questionnements sont avérées, évidemment à des degrés divers selon les thèmes, et les méthodologies mobilisées semblent en phase avec les développements les plus récents de la discipline. La discussion avec les membres du comité a permis de conforter non seulement l'impression d'une réelle homogénéité scientifique, mais aussi le sentiment qu'EconomiX est bien une unité capable d'organiser ses recherches de manière efficace en répartissant la diversité de ses forces autour de projets mobilisateurs. Dans le projet 2014-2018 le croisement des compétences et des thématiques paraît extrêmement porteur et devrait permettre de mieux exploiter les avantages comparatifs des chercheurs de l'unité, à l'image des nouvelles thématiques associant les questions de macroéconomie internationale ou de finance et les problèmes de développement durable, d'environnement ou de prix de l'énergie.

En ce qui concerne la production et la qualité scientifiques, on dénombre près de 1 638 entrées dans la liste de publications d'EconomiX, avec une forte amélioration quantitative et qualitative s'agissant des articles publiés dans les revues internationales : 418 articles publiés dans les revues référencées par l'AERES en économie-gestion dont 144 articles dans des revues de niveau A et 189 articles de niveau B. Et l'on dénombre 38 articles dans les revues internationales de premier rang (1* et 1 selon la classification du CoNRS). Le taux de produits, selon les standards de l'AERES est de 94,7 %.

Les membres d'EconomiX entretiennent des interactions nombreuses et particulièrement riches avec l'environnement économique et social et cela constitue indiscutablement un point fort de cette unité. Nombreux sont les membres de l'unité qui irriguent de manière variée le monde économique et les pouvoirs publics en apportant leur expertise. L'unité a su mobiliser des ressources très importantes grâce à une activité contractuelle en très forte expansion et qui représente aujourd'hui près de 75 % de son budget global de fonctionnement (hors salaires des permanents). Cela permet de financer un nombre croissant de doctorants, notamment par le biais de conventions CIFRE. Ces contrats soutiennent et orientent la recherche tout en plaçant l'unité en situation de veille permanente et de très forte réactivité vis-à-vis des débats publics, en particulier dans les domaines de la finance et de l'environnement. Si les membres d'EconomiX sont impliqués dans de nombreux projets ou réseaux de recherche, tant nationaux qu'internationaux, l'ampleur de cet engagement varie néanmoins d'un thème à l'autre.

L'organisation et la vie de l'unité paraissent exemplaires. En particulier, EconomiX a mis en place un mode de pilotage original qui conjugue parfaitement les exigences d'efficacité dans la gouvernance des moyens et de collégialité dans la prise de décision tout en respectant la diversité des missions de recherche et d'encadrement doctoral poursuivies par l'unité. Aucun thème de recherche ne dispose d'affectation de moyens, ni en personnels techniques ou d'administration, ni sur le plan financier. La répartition des moyens budgétaires s'effectue par une procédure originale d'appels à financement de projets, détaillée ci-après, et constitue, selon les membres du comité d'experts, un modèle d'efficacité au service d'une politique incitative pilotée par les projets de recherche et non par les structures de recherche dont devraient s'inspirer les autres unités de recherche en France. Les membres de l'unité sont très actifs au niveau national en organisant de très nombreuses manifestations scientifiques (80 congrès, colloques ou journées d'études entre 2007 et 2012), et ils accordent une place particulièrement importante aux jeunes chercheurs en multipliant à leur intention les séminaires, les journées d'études, et les doctorales.

L'implication de l'unité en matière de formation par la recherche est très étendue et les performances d'EconomiX du point de vue de l'encadrement doctoral et de la production de thèses sont pleinement satisfaisantes, et, à certains égards, exemplaires. Entre janvier 2007 et juin 2012, 101 thèses en sciences économiques ont été soutenues sous le sceau d'EconomiX. 70 % des docteurs occupent des fonctions dans le monde académique, en France ou à l'étranger. On dénombre 10 prix de thèses obtenus par les docteurs d'EconomiX depuis 2007. Et l'on doit d'ailleurs ajouter que 6 membres de l'unité ont été promus professeur par la voie des concours d'agrégation. Une offre de formations complémentaires en début de thèse a également été définie et elle apparaît explicitement dans la *Charte du doctorant*. EconomiX a récemment mis en place un *comité de suivi des doctorants* permettant de suivre l'avancement des travaux, d'examiner les rapports intermédiaires obligatoirement présentés en fin de 1^{ère} et de 2^{ème} année de thèse. Sur les 52 doctorants actuels, 22 d'entre eux se sont vu attribuer un contrat doctoral par l'Ecole doctorale *Economie, organisations, société*. On note la part croissante des financements de type CIFRE (13 en 5 ans parmi les thèses soutenues, et 8, à ce jour, parmi les 52 doctorants). Tout ceci est éminemment positif.



Le projet 2014-2018 offre un bon équilibre entre les éléments de continuité et les inflexions apportées à la stratégie de recherche. L'innovation principale se situe dans la structuration des 6 thèmes de recherche autour de 2 pôles : le pôle I3EF (*Interactions entre économie, énergie, environnement et finance*) composé des 3 thèmes MIEF, MFI et DDEEP, et le pôle THEDI (*Théorie économique, droit et institutions*) composé des thèmes EIPS, DIR et THEORIS. Cette innovation recouvre un enjeu fondamental : celui de renforcer les synergies de compétences entre les axes, mais aussi entre les théoriciens, les modélisateurs et les économètres, afin de favoriser les avancées, l'originalité, la portée des recherches, voire les ruptures scientifiques. Cette mise en place des pôles a le mérite de ne pas remettre à plat les structururations existantes autour des 6 thèmes tout en réduisant les cloisonnements. C'est là une source évidente de minimisation des coûts de transaction. On doit souligner la pertinence et l'intérêt scientifique et politique des questionnements programmés au sein de chaque pôle et l'on voit très clairement comment les types de modélisation et les méthodologies économétriques mobilisées jusqu'ici parmi les membres de MIEF, MIF et DDEEP pourront être conjuguées et répondre ainsi à la conjoncture scientifique en matière de macroéconomie internationale ou de modélisation de la croissance durable, ou encore dans le domaine de la financiarisation des questions environnementales. Le sentiment d'un caractère moins intégré des thématiques au sein du pôle THEDI a été fortement atténué par les discussions menées par le comité avec les responsables de thèmes, notamment DIR et THEORIS, qui souhaitent conserver leur avantage comparatif disciplinaire et l'investissement au sein de leurs propres réseaux de recherche, sans nullement sous-estimer l'intérêt de nouveaux croisements, en termes de transposition des instruments de modélisation notamment. La stratégie scientifique d'EconomiX paraît donc pertinente, porteuse d'innovations et d'avancées, et, de plus, d'une très grande importance en termes de politiques publiques.

Points à améliorer et risques liés au contexte :

Au regard du potentiel de l'unité, et comparativement à la production scientifique des unités françaises ou européennes bénéficiant d'une lisibilité internationale avérée, les publications dans les revues de rang 1 doivent impérativement être plus nombreuses dans l'avenir. Un nouvel échelon de progression doit donc être franchi, et de façon plus équilibrée au sein des 6 thèmes de recherche, si EconomiX souhaite accéder à la reconnaissance internationale. Cet objectif pourrait exiger des coopérations accrues à l'échelle internationale, une implication plus marquée dans les appels d'offres européens, mais aussi, au sein même d'EconomiX, le renforcement des synergies transversales, non seulement entre les 6 thèmes, mais aussi entre les économistes appliqués et les théoriciens.

Recommandations :

Il est fondamental d'ancrer l'unité et ses membres, beaucoup plus qu'aujourd'hui, dans les réseaux d'excellence à l'échelle internationale en multipliant les soumissions aux appels d'offres européens, en mobilisant toutes les sources de financement permettant d'accueillir des chercheurs ou des chercheurs post-doctoraux étrangers, en contribuant, comme cela est proposé dans le projet du pôle I3EF, à la structuration des recherches finalisées en Europe, en l'espèce dans le domaine des politiques de l'environnement, en participant beaucoup plus systématiquement aux grands congrès internationaux généralistes. Et surtout, le comité d'experts recommande de favoriser les collaborations scientifiques internationales et la *mobilité externe* de ses membres en multipliant les séjours de recherche de moyenne durée des jeunes chercheurs, mais aussi des seniors, (en mobilisant par exemple les *dispositifs Hubert Curien* ou les *bourses Marie Curie*) au sein des grands pôles de recherche économique étrangers, tant dans les départements d'économie des universités étrangères que parmi les instituts de recherche internationaux, auprès de certains *think tanks* ou au sein des services de recherche des banques centrales ou des organismes internationaux.

Il est indispensable que la politique de recrutement mise en œuvre depuis 2008 soit poursuivie sur la base des principes de *non primo-recrutement interne* et avec l'exigence d'ouvrir à l'échelle internationale la prospection et le recrutement, tant du côté des enseignants-chercheurs que s'agissant des chercheurs CNRS. Cela pose évidemment la question de l'attractivité d'EconomiX. Cette unité a une identité scientifique et un mode d'organisation de nature à répondre à beaucoup d'exigences. Mais cela suppose que les membres d'EconomiX puissent s'insérer à *armes égales* dans la compétition scientifique internationale, ne serait-ce qu'en référence au nouveau *paysage francilien* de la recherche en économie. Or, l'accumulation des tâches d'enseignement, d'encadrement de thèses, de prospection des financements sur contrats ou des bourses de thèses, les responsabilités à la tête des masters..., tout ceci obère le temps de recherche et rend plus difficiles qu'ailleurs les coopérations scientifiques internationales et les séjours de recherche à l'étranger, et, donc, hypothèque l'attractivité de l'unité.



Il est de la responsabilité des deux tutelles d'EconomiX, en l'occurrence le CNRS et l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, de rendre possible une politique plus incitative et de contribuer à un tel relâchement des contraintes pesant sur la recherche de pointe, et, ainsi, parallèlement, de conforter l'attractivité de l'unité en matière de recrutement de chercheurs postdoctoraux, de jeunes chercheurs prometteurs, voire de professeurs plus expérimentés, notamment en provenance de l'étranger.

Pour une large part, les interactions avec l'environnement économique et social résultent de la reconnaissance des compétences en matière d'expertise et de la crédibilité scientifique de tel ou tel membre d'EconomiX. Mais il serait souhaitable qu'émerge, en quelque sorte, une *marque* EconomiX faisant de cette unité un interlocuteur naturel dans nombre de débats. Compte tenu du positionnement très fort d'EconomiX vis-à-vis des grands enjeux de politique publique (régulations financières, macroéconomie européenne ou internationale, environnement, économie du droit et de la réglementation...), il serait donc souhaitable que l'unité renforce et diversifie ses modes de communication avec son environnement et ses partenaires, et, pour cela, que les tutelles aident cette unité à se doter, à côté de la cellule *Support à la recherche* en charge des partenariats et des relations internationales, d'une cellule de communication propre.

3 • Appréciations détaillées

Appréciation sur la production et la qualité scientifiques :

En 2008, le précédent rapport d'évaluation du comité de l'AERES portant sur les activités de l'unité EconomiX entre 2004 et 2007 avait pointé un effort significatif de publication dans les revues à comité de lecture, tout en jugeant la performance encore assez faible au vu du potentiel de l'unité.

Si la marge de progression reste encore significative, on ne saurait considérer, désormais, que l'unité souffre de faiblesse sous ce critère. Au cours de la période 2007-2012 (jusqu'en juin 2012), on dénombre en effet près de 1 638 entrées dans la liste de publications d'EconomiX, avec une forte amélioration quantitative et qualitative s'agissant des articles publiés dans les revues internationales : 418 articles publiés dans les revues recensées par l'AERES en économie-gestion (et 512 dans l'ensemble des revues à comité de lecture, au-delà des classifications en économie-gestion de l'AERES ou du CNRS, incluant notamment des revues relevant d'autres disciplines), dont 144 articles dans des revues de niveau A selon l'AERES, 189 articles de niveau B et 85 articles de niveau C. Si l'on se concentre sur les revues de premier rang évoquées dans le rapport AERES de 2008 (niveau 1* ou 1 du classement du CNRS), on dénombre 38 articles publiés, notamment dans les revues suivantes : *European Economic Review*, *Journal of Urban Economic*, *Journal of Comparative Economics*, *Journal of Economic History*, *International Journal of Industrial Organization*, *Journal of Political Economy*, *Economic History Review*, *Ecological Economics*, *Journal of Economics Dynamics and Control*, *Energy Journal*, *Journal of Public Economics*, *Industrial Relations*, *Games and Economic Behaviour*, *International Review of Law and Economics*, *Journal of Development Economics*, *Economic Theory*, *Economic Development and Cultural Change*, *History of Political Economy*, *Health Economics*, *Economics and Philosophy*... Il y a cependant de fortes différences selon les thèmes : en termes de ratio *articles dans des revues A / membres permanents*, les thèmes MIEF et DIR paraissent aujourd'hui les plus performants. Globalement, selon les standards de l'AERES, le taux de producteurs de l'unité est de 83,3 %, très proche du taux calculé dans le rapport 2008 (81,8 %).

Toutefois, au regard du potentiel de l'unité, et comparativement à la production scientifique des unités françaises ou européennes bénéficiant d'une visibilité internationale avérée, les publications dans les revues de rang 1 doivent impérativement être plus nombreuses dans l'avenir. Un nouvel échelon de progression doit donc être franchi, et de façon plus équilibrée au sein des 6 thèmes de recherche, si EconomiX souhaite accéder à la reconnaissance internationale. Cet objectif pourrait exiger des coopérations accrues à l'échelle internationale, mais aussi au sein même d'EconomiX, notamment en suscitant de nouvelles synergies transversales entre les économistes appliqués, les théoriciens et les économètres.

On note cependant une production très étendue dans d'autres supports : 209 contributions dans des ouvrages collectifs, 35 ouvrages publiés, 37 numéros spéciaux de revues ou ouvrages collectifs édités ou coordonnés (en particulier chez des éditeurs étrangers : Springer Verlag, Oxford University Press, De Boeck, Routledge, Edward Elgar, Cambridge University Press...).



Si l'on s'intéresse non seulement au volume de la production scientifique et à la notoriété des supports de publications, mais aussi au contenu des recherches et à leur adéquation à la conjoncture scientifique internationale, plusieurs remarques peuvent être formulées.

Malgré la variété des recherches menées, la structuration en 6 thèmes, avec 20 à 35 membres par thème, permet d'atteindre une taille critique dans la plupart des cas. Si certains thèmes présentent une forte cohérence interne (c'est le cas pour MIEF, MFI, DDEEP et DIR), d'autres (EIPS et THEORIS) ont dû adopter une démarche sans doute plus *inclusive*. Mais la discussion avec les membres du comité a permis de lever certaines interrogations à ce sujet et, donc, de conforter non seulement l'impression d'une réelle homogénéité scientifique, mais aussi le sentiment qu'EconomiX est bien une unité capable d'organiser ses recherches de manière efficace en répartissant la diversité de ses forces autour de projets mobilisateurs.

- (i) La pertinence et l'actualité scientifique et empirique de la plupart des questionnements sont avérées, évidemment à des degrés divers selon les axes, et les méthodologies mobilisées semblent en phase avec les développements les plus récents de la discipline.
- (ii) Sans doute serait-il judicieux de *durcir* et de renouveler les bases théoriques de certaines recherches d'orientation appliquée, celles menées, par exemple, au sein des thèmes MIEF, MFI et EIPS.
- (iii) Enfin, le croisement des compétences et des thématiques paraît extrêmement porteur et permettrait de mieux exploiter les avantages comparatifs des chercheurs d'EconomiX, à l'image des nouvelles thématiques proposées dans le projet 2014-2018 et associant les questions de macroéconomie internationale ou de finance et les problèmes de développement durable, d'environnement ou de prix de l'énergie.

Appréciation sur le rayonnement et l'attractivité académiques :

Malgré l'ampleur des charges d'enseignement et d'encadrement des doctorants qu'assument les membres d'EconomiX, ceux-ci ont remarquablement renforcé le rayonnement et la lisibilité de leur unité. Ils sont très actifs au niveau national en organisant de très nombreuses manifestations scientifiques, et ils accordent une place particulièrement importante aux jeunes chercheurs en multipliant à leur intention les séminaires, les journées d'études, les doctorales... Des synergies ont également été dégagées avec d'autres structures de recherche ou d'animation scientifique, tant en France qu'à l'étranger, et l'on peut citer les séminaires PEEES (*Paris Environmental and Energy Economics Seminar*), LIEN (*Law, Institutions and Economics in Nanterre*) ou la *Summer School* ESNIE (*European School of New Institutional Economics*). Mais la lisibilité internationale d'EconomiX doit être renforcée.

Au cours de la période 2007-2012, EconomiX a compté parmi ses professeurs permanents 3 membres de l'Institut Universitaire de France (IUF) et l'un d'entre eux est toujours membre de l'unité. 13 membres d'EconomiX sont titulaires de la Prime d'excellence scientifique.

Si les membres d'EconomiX sont impliqués dans de nombreux projets ou réseaux de recherche, tant nationaux qu'internationaux, l'ampleur de cet engagement varie néanmoins d'un thème à l'autre. Les chercheurs de MIEF, DDEEP, DIR et, à certains égards, de THEORIS sont visiblement ceux qui se sont le mieux insérés dans les réseaux internationaux au cours de la période que couvre le bilan. Il s'agit le plus souvent de projets bilatéraux ou de programmes dans lesquels les membres de l'unité sont impliqués à titre personnel, sur la base de leur propre reconnaissance scientifique, plutôt qu'au titre de représentant d'EconomiX. Certains membres de l'unité semblent à l'origine de nombreuses initiatives nationales et ils ont réussi à obtenir des financements importants sur appels d'offres. Ainsi, 3 contrats ANR ont été pilotés par des membres de l'unité, l'un étant en cours. C'est moins le cas au niveau international mais les choses semblent cependant évoluer dans la bonne direction avec l'émergence de projets européens liés au pôle I3EF (*Interactions entre Economie, Energie, Environnement et Finance*). Par ailleurs, sur la période étudiée, EconomiX a été à l'origine de nombreuses rencontres scientifiques qui ont suscité de manière croissante l'intérêt des chercheurs étrangers. Le projet 2014-2018, en particulier dans le cadre du pôle I3EF, affiche à juste titre la volonté d'EconomiX d'agir en tant que leader dans l'organisation de ce type de manifestations en se situant délibérément à l'échelle internationale.



Toujours sous l'angle du rayonnement international, on note la présence au sein de l'unité, depuis 2007 et pour des périodes de courte durée, de 26 professeurs invités. Leur rôle est essentiellement d'assurer un ou plusieurs séminaires et d'intervenir dans le cadre d'un cours de master. Parfois, cela a pu déboucher sur des collaborations et des publications communes, mais cela n'est nullement systématique. La direction d'EconomiX souhaite d'ailleurs une plus grande implication des professeurs invités, tant auprès des doctorants qu'au travers de collaborations scientifiques de nature à faciliter la progression du niveau des publications.

Au cours de la période 2007-2012, l'unité a recruté de nombreux chercheurs post-doctoraux, d'un bon niveau académique, notamment en utilisant des supports d'ATER. Mais la difficulté d'attirer et de nommer des candidats étrangers a été mentionnée à plusieurs reprises lors de la visite du comité, et le recrutement semble s'être opéré essentiellement au niveau national. Il y a cependant une réelle volonté de faire évoluer les choses sous ce registre. Ainsi, EconomiX publie désormais les vacances de postes sur différents supports internationaux (notamment via le site *Inomics*).

Nombreux sont les membres d'EconomiX qui participent à des comités de rédaction de revues scientifiques, en France et à l'étranger. On dénombre ainsi pas moins de 20 revues dans lesquelles l'unité est représentée à ce titre, en majorité dans des revues françaises, de bonne qualité, mais que l'on ne saurait considérer comme des leaders dans leurs domaines respectifs. Il n'y a donc pas de participation à des comités de rédaction ou à des comités scientifiques concernant les revues les plus renommées. Les membres de l'unité ont participé à l'organisation de nombreuses manifestations scientifiques de type journées d'études, congrès, colloques. On doit souligner l'investissement dans les *journées* destinées aux jeunes chercheurs. Ces *journées* sont bien ancrées dans le paysage national et elles jouissent d'une visibilité croissante, au-delà des équipes de recherche françaises, puisqu'elles attirent de plus en plus de jeunes chercheurs étrangers. Les thèmes choisis sont naturellement liés aux activités de chaque thème de recherche et l'on doit souligner le succès des *journées* d'économétrie financière ou des journées d'études réservés aux jeunes chercheurs en macroéconomie internationale et en économétrie financière.

On a précédemment souligné, à propos de la production académique, que la marge de progression d'EconomiX restait encore significative. Il en est de même en matière de rayonnement et d'attractivité à l'échelle internationale. Mais cela suppose que les membres d'EconomiX puissent s'insérer *à armes égales* dans la compétition scientifique internationale, ne serait-ce qu'en référence au nouveau *paysage francilien* de la recherche en économie. Le temps consacré aux étudiants, faute de décharges d'enseignement suffisantes ou de taux d'encadrement plus étoffés, pour les uns, l'ampleur des tâches de pilotage ou d'administration, pour les autres (et quelquefois les mêmes), sont autant d'obstacles au renforcement du rayonnement international de l'unité qui passe inévitablement par la multiplication des séjours de longue ou de moyenne durée des chercheurs, surtout des jeunes maîtres de conférences ou des jeunes agrégés, auprès des pôles de recherche étrangers ou au sein des services de recherche des grands organismes internationaux ou des banques centrales, et par la participation aux colloques ou aux congrès les plus prestigieux. Il est de la responsabilité des deux tutelles d'EconomiX, en l'occurrence le CNRS et l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, de rendre possible une politique plus incitative et de contribuer à un tel relâchement des contraintes pesant sur l'activité de recherche, et, ainsi, parallèlement, de conforter l'attractivité de l'unité en matière de recrutement de chercheurs postdoctoraux, de jeunes chercheurs prometteurs, voire de professeurs plus expérimentés, notamment en provenance de l'étranger.

Appréciation sur l'interaction avec l'environnement social, économique et culturel :

EconomiX entretient des interactions nombreuses et particulièrement riches avec l'environnement économique et social et cela constitue indiscutablement un point fort de cette unité.

D'un côté, nombreux sont les membres d'EconomiX qui irriguent de manière variée (via la presse spécialisée, les ouvrages grand public, l'organisation régulière de tables rondes, la participation à de nombreux dispositifs d'expertise, des auditions devant les commissions parlementaires...) le monde économique et les pouvoirs publics en apportant leur expertise dans différents grands domaines : politique macroéconomique, régulation financière, politiques publiques en matière d'environnement, politique industrielle ou de l'emploi, politiques sociales... D'un autre côté, EconomiX a su mobiliser des ressources très importantes grâce à une activité contractuelle en très forte expansion. Entre janvier 2007 et juin 2012, les ressources contractuelles d'EconomiX ont atteint le montant de 2 928 954 €, soit une moyenne annuelle de l'ordre de 530 000 €, et ces ressources contractuelles représentent aujourd'hui près de 75 % de son budget global de fonctionnement (hors salaires des permanents). Cela permet de financer un nombre croissant de doctorants, notamment par le biais de conventions CIFRE. Ces contrats soutiennent et orientent la recherche tout en plaçant l'unité en situation de veille permanente et de très forte réactivité vis-à-vis des débats publics, en particulier dans les domaines de la finance et de l'environnement.



L'unité doit être encouragée à poursuivre cette activité contractuelle. A ce titre, le maintien d'une cellule de support à la recherche en charge des partenariats et des relations internationales au sein même d'EconomiX est absolument nécessaire pour garantir la pérennité de cette source de financement propre et pour aider les chercheurs de l'unité à trouver un bon équilibre entre le temps consacré à la prospection et à la mise en œuvre de la recherche contractuelle et celui affecté à la recherche académique.

Pour une large part, les interactions avec l'environnement économique et social résultent de la reconnaissance des compétences en matière d'expertise et de la crédibilité scientifique de tel ou tel membre d'EconomiX. Mais il serait souhaitable qu'émerge, en quelque sorte, une *marque* EconomiX faisant de cette unité un interlocuteur naturel dans nombre de débats. Compte tenu du positionnement très fort d'EconomiX vis-à-vis des grands enjeux de politique publique (régulations financières, macroéconomie européenne ou internationale, environnement, économie du droit et de la réglementation...), il serait donc opportun que l'unité renforce et diversifie ses modes de communication avec son environnement et ses partenaires, et, pour cela, que les tutelles aident cette unité à se doter, à côté de la cellule *Support à la recherche* en charge des partenariats et des relations internationales, d'une cellule de communication propre.

Appréciation sur l'organisation et la vie de l'unité :

EconomiX a mis en place un mode d'organisation original qui conjugue parfaitement les exigences d'efficacité dans la gouvernance des moyens et de collégialité dans la prise de décision tout en respectant la diversité des missions de recherche et d'encadrement doctoral poursuivies par l'unité. Ce côté très *professionnel* du pilotage de l'unité apparaît d'ailleurs, tant sur le fond que sur la forme, dans la qualité, l'étendue et la précision exceptionnelles des documents transmis au comité avant sa visite et au cours de celle-ci.

L'unité est pilotée (i) par une *Direction*, composée d'une directrice, d'une directrice adjointe et d'un secrétaire général, (ii) par un *Directoire*, constitué, outre la directrice et la directrice adjointe, des responsables des 6 thèmes de recherche, dénommés *axes*, et (iii) par un *Conseil de laboratoire* composé de 20 membres, élus ou nommés, incluant des représentants des doctorants et des personnels ITA. S'y ajoute enfin (iv) un *Comité d'agrément*. Le *Directoire* se réunit une fois par mois et assiste la direction. Le *Conseil de laboratoire* prend les décisions structurelles et se réunit dès qu'une décision doit être prise. Le *Comité d'agrément* examine les demandes d'adhésion, donne un avis sur le statut des membres (CNRS ou universitaires). Enfin, l'assemblée générale de tous les membres d'EconomiX se réunit une fois par an. Cette structuration est formalisée dans le règlement intérieur de l'unité, actualisé en mai 2012, et qui est fourni dans le bilan d'activités.

Le staff administratif et technique de l'unité, placé sous la responsabilité du secrétaire général, est composé de 12 agents, dont les missions sont explicitement énoncées dans un organigramme fonctionnel très détaillé. Au-delà des tâches de gestion courante, ces agents sont affectés à des missions de support à la recherche, notamment dans le cadre d'une cellule informatique, et ils assurent l'interface avec les services centraux de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense et avec la délégation régionale du CNRS Ile-de-France Ouest et Nord. L'essentiel des activités contractuelles était géré dans le cadre de l'Université plutôt qu'en recourant aux services de la délégation régionale du CNRS jusqu'en 2011 et note une tendance à une répartition équilibrée de la gestion des contrats entre les deux tutelles depuis 2012. Une politique active de formation des personnels est menée et une soixantaine de stages ont été suivis par les membres de l'unité (toutes catégories confondues).

L'unité occupe près de 1 300 m² sur le campus de Nanterre, sur un seul site (bâtiment G), auxquels s'ajoutent 34 m² à l'ENS Cachan. Les conditions de travail semblent pleinement satisfaisantes, tant pour les enseignants-chercheurs, les chercheurs et les doctorants qui, tous, disposent d'un bureau et d'un poste de travail, que pour les personnels ITA à qui ont été affectés des locaux agréables et propices à l'accomplissement de leurs tâches.



On a vu précédemment que l'unité était structurée sur le plan scientifique autour de 6 thématiques, dénommées axes, chaque thème étant piloté par un responsable. Mais aucun thème de recherche ne dispose d'affectation de moyens, ni en personnels techniques ou d'administration, ni sur le plan financier. La répartition des moyens budgétaires s'effectue par une procédure originale d'appels à financement de projets. Le budget de l'unité, constitué des dotations des tutelles, est décomposé en deux parties : la première finance les moyens de base (incluant l'informatique et les bases de données) ; la seconde finance les missions, les vacations et les achats directement dédiés à la recherche. Cette seconde partie est allouée par le *Directoire* sur la base d'appels à projets internes biannuels, sans report d'une année sur l'autre, et les réattributions de crédits dépendent des résultats obtenus ou en cours. Ces dotations sur projets individuels ou collectifs vont de 1 000 € à 3 000 € environ, sont toujours rattachées à un programme de recherche et elles portent sur l'organisation de journées d'études, la prise en charge des participations à colloques, l'achat de bases de données, le financement de missions de recherche à l'étranger, etc... Des financements plus flexibles sont également possibles grâce au dispositif des *petits déplacements* permettant de financer la participation à un colloque non nécessairement adossé à un projet. Les doctorants bénéficient d'un dispositif spécifique leur apportant des soutiens directs aux doctorants (formations complémentaires, colloques...).

Ce mode d'attribution des moyens semble fonctionner à la satisfaction générale et constitue, selon les membres du comité d'experts, un modèle d'efficacité au service d'une politique incitative pilotée par les projets de recherche et non par les structures de recherche dont devraient s'inspirer les autres unités de recherche en France.

En termes budgétaires, les exercices 2010 et 2011 ont été marqués par une réduction des dotations en crédits scientifiques : de 103 123 € à 95 716 € de la part de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense ; et de 62 000 € à 55 800 € de la part du CNRS. Mais cela a été compensé par une progression des crédits sur programmes ou sur contrats : de 225 123 € à 248 221 € pour ces deux exercices. Le budget global a donc légèrement progressé, avec un montant d'environ 400 000 € en 2011, auxquels s'ajoute évidemment la masse salariale, de l'ordre de 4 460 000 € en 2011. Ce budget semble assurer correctement les charges de fonctionnement et d'investissement de l'unité, mais on ne saurait sous-estimer les risques d'une réduction des crédits contractuels.

La politique de recrutement est évidemment stratégique, surtout pour une unité ayant recruté pas moins de 29 économistes (11 professeurs, 16 maîtres de conférences, dont une chaire CNRS, 1 chargé de recherche CNRS et 1 PRAG) entre 2007 et juin 2012, compte tenu de plusieurs mutations externes (8 professeurs), de nombreux départs à la retraite et de 6 promotions au titre de professeur par la voie des concours d'agrégation. Les profils de postes sont définis et approuvés par le Comité Consultatif de discipline, avant de faire l'objet d'un affichage sur le site internet de l'unité et sur *Inomics*. Le souci d'excellence et le fléchage des compétences scientifiques sont combinés aux besoins qui s'expriment en matière d'enseignement, tant au niveau des masters qu'à celui des licences. Mais il faut souligner qu'une politique très affirmée de *non primo-recrutement interne* a été adoptée et appliquée en matière de recrutement des maîtres de conférences. Les recrutements effectués depuis 2008 ont significativement amélioré la pyramide des âges de l'unité, jugée *problématique* dans le précédent rapport AERES.

Les doctorants sont associés à nombre de décisions dans le cadre du *Conseil de laboratoire* et la discussion avec le comité a permis de constater qu'ils ont été écoutés, s'agissant de la périodicité des *Séminaires doctorants* ou du rôle des rapporteurs. Ils sont également très satisfaits des conditions d'accès aux bases de données ou de l'appui technique ou informatique dont ils peuvent disposer.

La discussion avec la tutelle, du côté de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, a permis au comité d'exprimer son inquiétude devant la réduction des crédits scientifiques liée à des critères d'affectation partiellement déconnectés des performances scientifiques (le nombre de doctorants inscrits, par exemple) qui défavorisent les *grosses* unités de recherche, notamment une UMR comme EconomiX. Cette discussion a également permis de sensibiliser le vice président du Conseil scientifique de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense sur les conditions de la compétition scientifique et de l'attractivité des unités de recherche en économie, notamment dans le contexte francilien, en rapport avec des décharges de services d'enseignement, tant pour les jeunes enseignants-chercheurs que pour les seniors qui accumulent les responsabilités administratives, les encadrements de thèses, le pilotage des programmes ou des contrats de recherche académiques ou finalisés. Le comité a réaffirmé auprès de la tutelle combien cette politique ne permettait pas aux membres d'EconomiX de s'insérer *à armes égales* dans la compétition scientifique internationale en économie.



Pour ce qui est de la vie scientifique interne de l'unité, celle-ci est organisée de façon très professionnelle et le bilan, là encore, est très positif et il n'appelle guère de commentaires. On note l'organisation de 7 séminaires réguliers, fléchés par thèmes : (i) *Séminaire PEEES (Paris Environmental and Energy Economics Seminar)* (bimensuel) ; (ii) *Séminaire Théorie économique-CoFail* (mensuel) ; (iii) *Séminaire Conventions* (mensuel) ; (iv) *Séminaire LIEN (Law, Institutions and Economics in Nanterre)* (bimensuel) ; (v) *Séminaire H2S (History of Social Science)* ; (vi) *Séminaire Echanges* ; (vii) *Séminaire Crise et régulations financières*. S'y ajoutent 4 séminaires généralistes : (i) *Séminaire lunch*, séminaire interne (bimensuel) ; (ii) *Séminaire doctorants* (bimensuel) ; (iii) *Séminaire jeunes chercheurs (job market)* ; (iv) *Séminaire externe* (jusqu'en 2008).

Enfin, en ce qui concerne la communication, la *Direction* d'EconomiX combine plusieurs vecteurs, semble-t-il à la satisfaction générale : (i) Un site *internet*, incluant un intranet qui constitue un outil de communication interne mais aussi de gestion des appels à projets et des demandes de soutien de la part des doctorants, et qui intègre également un système de mise à disposition en ligne des publications et les pages personnelles simplifiées des membres de l'unité ; (ii) Une *Lettre d'information* diffusée par voie électronique et de périodicité hebdomadaire ; (iii) Une série de *Documents de travail* avec une procédure de double référé interne, disponibles à partir du site de l'unité, et sur RePEc. On pourrait cependant améliorer le confort d'utilisation du site internet, en l'état plus proche d'un site *institutionnel* que d'un site de recherche et de valorisation des travaux menés au sein d'EconomiX, facilitant l'accès aux publications des membres de l'unité, et destiné tout à la fois à la communauté scientifique et à un public plus large, et incluant par exemple un blog alimenté par des articles courts en phase avec l'actualité académique ou les débats publics.

L'organisation et la vie de l'unité paraissent donc exemplaires, et l'on ne peut manquer de souligner, parmi les 6 responsables de thèmes, la stricte parité entre les genres, conjuguée, au sein de la direction, au cumul d'une *Directrice* et d'une *Directrice adjointe*.

Appréciation sur l'implication dans la formation par la recherche :

EconomiX est une unité très fortement impliquée dans la formation par la recherche et l'encadrement doctoral. La formation doctorale de l'unité est rattachée à l'Ecole doctorale *Economie, organisations, société* (ED 396) de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, co-accréditée avec l'Ecole des Mines de Paris, en partenariat avec l'ESSEC, l'ESCP et l'Ecole polytechnique.

Les membres de l'unité sont en charge de 5 mentions de masters : *Economie appliquée ; Economie de l'environnement et de l'énergie ; Banque, finance et assurance ; Droit et économie ; Economie et société*. Ces M1 conduisent à 13 spécialités de M2 : *Economie internationale, politiques macroéconomiques et conjoncture ; Industries de réseau et économie numérique ; Economie du développement durable, de l'environnement et de l'énergie ; Développement, environnement et territoire ; Banque, monnaie et marchés ; Gestion des actifs ; Gestion du risque en finance et en assurance ; Analyse économique du droit ; Concurrence et régulation des marchés ; Economie des institutions ; Histoire de la pensée économique ; Enseignement des sciences économiques et sociales ; Organisation de la santé et de la protection sociale*. Cela représente, en 2013, environ 540 étudiants (360 en M1 et 180 en M2). Et il est prévu d'ouvrir plusieurs nouvelles mentions (*Modélisation des décisions économiques ; Economie et mathématiques*).

Les performances d'EconomiX en matière d'encadrement doctoral et de production de thèses sont pleinement satisfaisantes, et, à certains égards, exemplaires.

D'abord, à cause de l'intégration entre la politique scientifique et la prise en charge des doctorants. Chaque master est adossé à l'un des 6 thèmes de recherche d'EconomiX et les doctorants sont donc pleinement intégrés dans les collectifs de recherche, au-delà de leur participation aux *séminaires doctorants*. L'affectation en début de thèse d'un bureau et d'un poste de travail à chaque doctorant conforte une telle intégration. Une offre de formations complémentaires en début de thèse a également été définie et elle apparaît explicitement dans la *Charte du doctorant*. Cette charte prévoit l'attestation du *bagage* scientifique acquis au cours de la préparation de la thèse et spécifie la liste des enseignements obligatoirement suivis par les doctorants pendant la première année du doctorat (*Advanced Macroeconomics ; Advanced Microeconomics ; Advanced Econometrics*). Ces enseignements donnent lieu à l'affectation de crédits ECTS. EconomiX a également mis en place tout récemment un *comité de suivi des doctorants* permettant de suivre l'avancement des travaux, d'examiner les rapports intermédiaires obligatoirement présentés en fin de 1^{ère} et de 2^{ème} années de thèse.



Ensuite, en raison de la multiplication des financements mobilisés au bénéfice des doctorants. Il y a, à l'heure actuelle, 52 doctorants dans l'unité et très peu nombreux sont ceux, désormais, qui ne disposent d'aucun financement pour préparer leur thèse. Sur les 52 doctorants actuels, 22 se sont vu attribuer un contrat doctoral par l'Ecole doctorale *Economie, organisations, société*, et 14 bénéficient d'un support d'ATER. On note la part croissante des financements de type CIFRE (13 en 5 ans parmi les thèses soutenues, et 8, à ce jour, parmi les 52 doctorants). 7 doctorants étrangers bénéficient d'un financement de la part de leur gouvernement. A l'occasion de sa visite, le comité d'experts a été informé qu'à la rentrée 2012, sur les 20 nouveaux doctorants, 3 d'entre eux ont obtenu un contrat doctoral, 3 sont salariés (Barclays, AXA...) et 8 bénéficient d'un financement privé ou public de type CIFRE ou sur contrat de recherche (MarketScience, EDF, IFPEN, Michelin...). L'unité assure également un soutien spécifique aux doctorants leur permettant d'accéder à des financements individuels, hors appels d'offres, afin de présenter des communications dans des colloques ou des journées d'études. Tous les doctorants sont très fortement incités à rédiger leurs articles en anglais et à soumettre leurs travaux à des revues internationales, souvent sur la base d'articles réalisés en collaboration avec des seniors.

Enfin, en raison du nombre de doctorats soutenus et de la qualité des thèses et des débouchés professionnels des jeunes docteurs. Entre janvier 2007 et juin 2012, 101 thèses en sciences économiques ont été soutenues sous le sceau d'EconomiX. 70 % des docteurs occupent des fonctions dans le monde académique (dont 35 au titre de maître de conférences ou d'*assistant professor* en France ou à l'étranger), 15 % sont dans le secteur public et 15 % dans le secteur privé. On dénombre 10 prix de thèses obtenus par les docteurs d'EconomiX depuis 2007 (Prix de l'AFFI, mention spéciale du Prix de l'AFSE, Prix de l'ANDESE, Prix de la Fondation Banque de France...). Il convient de noter que la prise en charge scientifique des docteurs se poursuit durant l'année universitaire faisant suite à leur soutenance afin de faciliter la poursuite de leurs recherches, leur participation à des colloques et, *in fine*, afin de faciliter leur insertion professionnelle.

Un double bémol doit cependant être apporté face à un tel bilan, exemplaire à de nombreux égards. D'une part, si l'unité dispose en son sein de 43 membres habilités à diriger des recherches, les directions de thèses restent trop inégalement réparties. Certains ne dirigent aucune thèse. D'autres assument des charges d'encadrement doctoral beaucoup trop lourdes : on note par exemple la direction de 9 thèses soutenues entre janvier 2007 et juin 2012 et l'encadrement en cours de 8 thèses par la même personne. Des effets de notoriété jouent évidemment un rôle en la matière, mais aussi, sans doute, l'attractivité de tel ou tel domaine de recherche. La politique de recrutement devrait intégrer cette dimension dans la définition des profils recherchés. D'autre part, la durée de préparation des thèses est encore trop longue. En moyenne, et au terme d'un calcul approximatif, il apparaît que les docteurs d'EconomiX soutiennent leur thèse 4 ans et 8 mois après leur première inscription, ce qui est excessif. Seulement 30 % des docteurs formés au sein d'EconomiX soutiennent leur thèse en 3 ans et demi, ce qui devrait constituer la norme. Les mesures d'accompagnement des doctorants mises en œuvre depuis janvier 2012 (*Charte du doctorant, Comité de suivi, remise de rapports intermédiaires...*) vont évidemment dans le bon sens mais leurs effets ne pourront être appréciés qu'à l'horizon 2015-2016.

Appréciation sur la stratégie et le projet à cinq ans :

La stratégie et le projet à 5 ans sont indissociables de l'auto-analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités, menaces) formulée par le *Directoire* d'EconomiX, à l'échelle de l'unité et pour chaque thème, et figurant dans les divers documents fournis au comité. Cette auto-analyse recouvre assez largement l'appréciation du comité exprimée dans ce rapport d'évaluation, sinon que le comité met plus l'accent que la *Direction* sur l'impératif, pour EconomiX, de franchir un nouvel échelon dans la notoriété des supports de publication de l'ensemble de ses membres et dans le rayonnement international de l'unité.

Le projet 2014-2018 offre un bon équilibre entre les éléments de continuité et les inflexions apportées à la stratégie de recherche.

Les objectifs généraux sont maintenus : (i) *Publier dans les meilleures revues à comité de lecture dans les champs de recherche du laboratoire en poursuivant en parallèle l'incitation à publier dans les meilleures revues généraliste d'excellence en économie* ; (ii) *Renforcer la politique d'attractivité du laboratoire, via une politique de recrutement basée sur une exigence de qualité* ; (iii) *Favoriser l'émergence de projets innovants autour de dynamiques collectives* ; (iv) *Renforcer la politique de soutien et d'encadrement des doctorants* ; (v) *Accroître la cohérence entre les axes de recherche du laboratoire et l'offre de formation*. Les 6 thèmes de recherche sont conservés avec une redéfinition interne des questionnements et des priorités. L'organisation fonctionnelle de l'unité ne fait l'objet d'aucune inflexion majeure, et il semble en être de même s'agissant de l'encadrement doctoral.



L'innovation principale se situe dans la structuration des 6 thèmes de recherche autour de 2 pôles : le pôle I3EF (*Interactions entre économie, énergie, environnement et finance*) composé des 3 thèmes MIEF, MFI et DDEEP, et le pôle THEDI (*Théorie économique, droit et institutions*) composé des thèmes EIPS, DIR et THEORIS. Présentée comme le moyen d'accroître la lisibilité des recherches menées au sein d'EconomiX, cette innovation recouvre un enjeu plus fondamental : celui de renforcer les synergies de compétences entre les axes, mais aussi entre les théoriciens, les modélisateurs et les économètres, afin de favoriser les avancées, l'originalité, la portée des recherches, voire les ruptures scientifiques ; et, dans le même temps, afin de renforcer la notoriété internationale de la *marque* EconomiX en accédant de façon plus étendue aux meilleures revues internationales, notamment parmi les revues généralistes. Car l'orientation délibérément inductive ou appliquée de nombreuses recherches, y-compris en mobilisant des techniques économétriques de pointe, peut constituer un obstacle à la publication dans les grandes revues généralistes.

Le comité approuve sans réserve une telle stratégie.

D'abord, parce qu'elle a le mérite de ne pas remettre à plat les structurations existantes autour des 6 thèmes tout en réduisant les cloisonnements. C'est là une source évidente de minimisation des coûts de transaction. Egalement à cause de la pertinence et de l'intérêt scientifique et politique des questionnements programmés au sein de chaque pôle. Pour le pôle I3EF : l'étude des interactions entre marchés financiers et marchés énergétiques, associée à la question de la financiarisation des marchés de matières premières ; l'analyse des phénomènes spéculatifs sur ces marchés et sur le marché des droits d'émission ; les liens entre prix de l'énergie, taux de change et déséquilibres courants ; l'évaluation des effets macroéconomiques des chocs sur les prix de l'énergie ; les liens entre finance et énergie suscités par le comportement des fonds souverains ; les enjeux théoriques et les défis en termes d'économie politique de la croissance verte... On voit très clairement comment les types de modélisation et les méthodologies économétriques mobilisées jusqu'ici parmi les membres de MIEF, MIF et DDEEP pourront être conjugués et répondre ainsi à la conjoncture scientifique en matière de macroéconomie internationale ou de modélisation de la croissance durable, ou encore dans le domaine de la financiarisation des questions environnementales.

Les choses sont moins nettes, ou plutôt moins avancées, du côté du second pôle, THEDI, les recherches programmées restant plus spécifiquement ancrées dans l'identité théorique et les champs d'investigation des 3 thèmes EIPS, DIR et THEORIS : trajectoires et gouvernance des entreprises ; inégalités et sélections sur le marché du travail ; politiques sociales ; analyses des litiges en droit de la propriété intellectuelle ; analyse économique de la mise en œuvre du droit de la concurrence en Europe ou du droit de la défaillance ; modélisations des équilibres stratégiques ; macro-dynamique ; modélisation des décisions individuelles en univers d'incertitude ; histoire des relations entre l'analyse économique et les autres sciences sociales... Le sentiment d'un caractère beaucoup moins intégré des thématiques au sein du pôle THEDI a cependant été fortement atténué par les discussions menées par le comité avec les responsables de thèmes, notamment DIR et THEORIS, qui souhaitent conserver leur avantage comparatif disciplinaire et l'investissement au sein de leurs propres réseaux de recherche, sans nullement sous-estimer l'intérêt de nouveaux croisements, en termes de transposition des instruments de modélisation notamment. Le comité adhère à cette option.

La stratégie scientifique d'EconomiX paraît donc pertinente, porteuse d'innovations et d'avancées, et, de plus, d'une très grande importance en termes de politiques publiques.

S'agissant des moyens mobilisés et des compétences disponibles, le comité juge que l'unité dispose en son sein, en termes de pilotage, d'organisation, de ressources humaines ou financières, d'une large part des moyens lui permettant d'atteindre un nouvel échelon dans la recherche internationale, mais à condition d'apporter plusieurs inflexions.

D'une part, il est fondamental d'ancrer l'unité et ses membres, beaucoup plus qu'aujourd'hui, dans les réseaux d'excellence à l'échelle internationale en multipliant les soumissions aux appels d'offres européens, en mobilisant toutes les sources de financement permettant d'accueillir des chercheurs ou des chercheurs post-doctoraux étrangers, en contribuant, comme cela est proposé dans le projet du pôle I3EF, à la structuration des recherches finalisées en Europe, en l'espèce dans le domaine des politiques de l'environnement, en participant beaucoup plus systématiquement aux grands congrès internationaux généralistes (type AEA ou EEA). Et surtout, le comité d'experts recommande de favoriser les collaborations scientifiques internationales et les séjours de recherche de moyenne durée des jeunes chercheurs, mais aussi des seniors, (en mobilisant par exemple les *dispositifs Hubert Curien* ou les *bourses Marie Curie*) au sein des grands pôles de recherche économique étrangers, tant dans le monde académique que parmi les instituts de recherche internationaux, auprès de certains *think tanks* ou au sein des services de recherche des banques centrales, à la BCE notamment, ou des organismes internationaux comme le FMI ou la Banque mondiale.



D'autre part, il est indispensable que la politique de recrutement mise en œuvre depuis 2008 soit poursuivie sur la base des principes de *non primo-recrutement interne* et avec l'exigence d'ouvrir à l'échelle internationale la prospection et le recrutement, tant du côté des enseignants-chercheurs que s'agissant des chercheurs CNRS. Cela pose évidemment la question de l'attractivité d'EconomiX. Nul n'ignore l'âpreté de la concurrence qui s'exerce aujourd'hui pour attirer de jeunes économistes talentueux, français ou étrangers, ne serait-ce que dans le paysage francilien. Mais EconomiX a des atouts nombreux, compte tenu de son histoire, de sa réputation, de ses thématiques de recherche porteuses, de son mode de pilotage, de la collégialité des décisions qui y sont prises, de la qualité de l'articulation entre recherche et encadrement doctoral, entre la recherche académique et les acteurs du monde économique. En un mot, EconomiX a une identité scientifique et un mode d'organisation de nature à répondre à beaucoup d'exigences. Mais à condition que les enseignants-chercheurs et les chercheurs puissent jouer *à armes égales* la carte de la compétition scientifique internationale. Or, comme cela a déjà été souligné à plusieurs occasions dans ce rapport, l'accumulation des tâches d'enseignement, d'encadrement de thèses, de prospection des financements sur contrats ou des bourses de thèses, les responsabilités à la tête des masters..., tout ceci obère le temps de recherche et rend plus difficiles qu'ailleurs les coopérations scientifiques internationales et les séjours de recherche à l'étranger. Cela pose la question des décharges d'enseignements, des taux d'encadrement, des congés de recherche ou de conversion thématique... C'est du côté des deux tutelles de l'unité, en l'occurrence l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense et le CNRS, que se trouvent les réponses à de tels défis afin que la *marque* EconomiX, indépendamment de la reconnaissance internationale dont bénéficient déjà un certain nombre de ses membres, puisse franchir un nouvel échelon en termes de rayonnement scientifique international.

4 • Analyse thème par thème

Thème 1 : Macroéconomie Internationale et Econométrie Financière (MIEF)

Nom du responsable : Mme Cécile COUHARDE

Effectifs :

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires	3,5	3,5
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires	2	1
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)		
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	1	0
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité	3	
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants	1	1
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche	2	2
ETP de doctorants	18,5	
TOTAL	31	7,5

Appréciations détaillées

Conclusion :

- Avis global sur le thème :

Les membres de l'unité rattachés au thème MIEF privilégient une approche inductive et accordent une attention particulière à l'analyse des événements économiques les plus récents sous deux volets : la macroéconomie internationale (taux de change, politiques et régimes de change ; cycles, croissance et politiques économiques ; impact macroéconomique des prix du pétrole et de l'énergie) ; et l'économétrie financière (modélisation et évaluation des actifs financiers ; dynamique de l'intégration financière et interconnexion des divers marchés financiers ; rôle des investisseurs institutionnels). 189 articles ont été publiés de 2007 à 2012, dont 44 dans les revues classées en A et 93 dans les revues classées en B par l'AERES. Le ratio *articles dans des revues A / membres permanents* est de 3,14 et les meilleures revues dans lesquelles les membres de ce thème ont publié sont les suivantes : *European Economic Review*, *Journal of Urban Economics*, *Journal of Comparative Economics*. S'y ajoutent 14 ouvrages publiés ou édités. 39 thèses ont été soutenues au cours de la même période et 20 thèses sont en cours. Les activités d'expertise sont menées avec les institutions suivantes : Banque de France, HSBC, CDC, CEPII, Banque mondiale...



2 thématiques structurent les recherches programmées dans le projet : l'étude des impacts des prix de l'énergie sur les dynamiques macroéconomiques nationales et internationales ; l'analyse des liens entre énergie et finance.

● Points forts et possibilités liées au contexte :

- Très forte visibilité nationale.
- Production scientifique significative et en nette progression, notamment dans les revues de rang A, mais à un rythme inégal selon les chercheurs.
- Grand nombre de doctorants et nombre élevé de thèses soutenues, bénéficiant de soutiens financiers de l'Ecole doctorale ou de financements contractuels.
- Forte implication dans l'animation et l'organisation de l'enseignement en master.
- Organisation régulière de rencontres scientifiques dont l'attractivité dépasse les frontières nationales.
- Excellentes relations de partenariat ou d'expertise avec les milieux professionnels, le secteur bancaire et financier ou l'Administration.
- Récents recrutements d'un bon niveau.
- Projet scientifique pour la période 2014-2018 qui présente des inflexions positives (interfaces finance-énergie) et des collaborations accrues avec les membres des autres thèmes.

● Points à améliorer et risques liés au contexte :

- Visibilité encore insuffisante au niveau international.
- Implication insuffisante dans les appels d'offre nationaux ou européens, et dans les réseaux de recherche internationaux.
- Départ récent de plusieurs membres seniors bénéficiant d'une forte reconnaissance scientifique, ce qui conforte la nécessité d'une adaptation des conditions d'exercice de la recherche au sein de l'unité.
- Recherches dans une large mesure de nature empirique et relevant de l'économétrie appliquée, ce qui rend difficile l'accès aux meilleures revues.

● Recommandations :

- Nécessité de poursuivre la progression vers les meilleures revues pour l'ensemble des membres, en visant les revues considérées comme les plus importantes en macroéconomie internationale et en économétrie financière.
- Assumer les risques et les délais d'une politique de soumission ambitieuse et rechercher des collaborations accrues avec des chercheurs étrangers, notamment avec les professeurs invités.
- Renforcement des approches théoriques, notamment avec les chercheurs des autres thèmes.



Thème 2 : Monnaie, Finance, Intermédiation (MFI)

Nom du responsable : Mme Laurence SCIALOM

Effectifs :

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires	3,5	3,5
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires		
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)		
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	1	1
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants	1	
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche		
ETP de doctorants	6,75	
TOTAL	12,25	4.5

•Appréciations détaillées

Conclusion :

- Avis global sur le thème :

Les membres de l'unité rattachés au thème MFI sont principalement intéressés par les questions d'instabilité financière, sous trois volets : monnaie, systèmes de paiements et banque centrale ; crise et régulations financières ; intermédiation et intermédiaires financiers. 51 articles ont été publiés de 2007 à 2012, dont 12 dans les revues classées en A et 20 dans les revues classées en B par l'AERES. Le ratio *articles dans des revues A / membres permanents* est de 1,5 et les meilleures revues dans lesquelles les membres de ce thème ont publié (niveau 1* ou 1) sont les suivantes : *Journal of Economic History*, *International Journal of Industrial Organization*, *Economic History Review*. S'y ajoutent 11 ouvrages publiés ou édités. 23 thèses ont été soutenues au cours de la même période et 7 thèses sont en cours. Les activités d'expertise sont menées avec les institutions suivantes : AMF, Groupama, CEPPII, BRI, Commission des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat, Parlement européen, Terra Nova, Finance Watch, Social Studies of Finance Association.



4 thématiques structurent les recherches programmées dans le projet : banques centrales et stabilité financière ; crise et régulations financières et bancaires ; responsabilités sociales de la finance ; approche pluridisciplinaire de la finance.

● Points forts et possibilités liées au contexte :

- Forte visibilité nationale.
- Production scientifique en progression.
- Nombre élevé de doctorants et de soutenances de thèses.
- Place très importante dans la fonction d'influence ou d'expertise.
- Organisation régulière de manifestations scientifiques et de rencontres avec les milieux professionnels et les media.
- Projet scientifique pour la période 2014-2018 qui présente des inflexions pertinentes et/ou originales (régulations financières et macroprudentiel ; approches pluridisciplinaires de la finance).

● Points à améliorer et risques liés au contexte :

- Visibilité encore insuffisante au niveau international.
- Implication insuffisante dans les appels d'offre nationaux et européens, et dans les réseaux de recherche internationaux.
- Taille insuffisante et besoin de nouveaux recrutements compte tenu des charges d'enseignement, d'encadrement doctoral et d'expertise.
- Recherches dans une large mesure de nature conceptuelle ou inductive, ce qui rend difficile l'accès aux meilleures revues du domaine.

● Recommandations :

- Nécessité de poursuivre la progression vers les meilleures revues pour l'ensemble des membres, en visant les revues considérées comme les plus importantes en macroéconomie financière et en économie monétaire.
- Assumer les risques et les délais d'une politique de soumission ambitieuse et rechercher des collaborations accrues avec des chercheurs étrangers, notamment avec les professeurs invités.
- Renforcement des approches théoriques, notamment avec les chercheurs des autres thèmes.



Thème 3 : Développement Durable, Environnement et Economie Publique (DDEEP)

Nom du responsable : M. Alain AYONG LE KAMA

Effectifs :

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires	4	4,5
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires	1	1
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)		
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	1	1
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité	1	
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants	1,50	
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche		
ETP de doctorants	4,75	
TOTAL	13,25	6,5



•Appréciations détaillées

Conclusion :

• Avis global sur le thème :

Les membres de l'unité rattachés au thème DDEEP s'intéressent aux questions d'environnement et de développement durable, sous 5 volets : modélisation du développement durable et croissance ; agriculture, biodiversité et ressources naturelles ; régulations environnementales et marché européen des permis d'émissions négociables ; incertitudes, irréversibilité et risques ; marchés pétroliers, énergie et transport. 61 articles ont été publiés de 2007 à 2012, dont 26 dans les revues classées en A et 18 dans les revues classées en B par l'AERES. Le ratio *articles dans des revues A / membres permanents* est de 2,6 et les meilleures revues dans lesquelles les membres de ce thème ont publié (niveau 1* ou 1) sont les suivantes : *Ecological Economics*, *Journal of Economic Dynamics and Control*, *Energy Journal*. S'y ajoutent 6 ouvrages publiés ou édités. 5 thèses ont été soutenues au cours de la même période et 5 thèses sont en cours. Les activités d'expertise sont menées avec des institutions publiques aussi bien que des entreprises privées.

7 thématiques structurent les recherches programmées dans le projet : modélisation du développement durable et croissance ; régulations environnementales et marché européen des permis d'émissions négociables ; interactions entre finance, énergie et environnement ; incertitude, irréversibilité et risques ; marchés pétroliers, énergie et transport ; agriculture, biodiversité et ressources naturelles ; altruisme, instruments économiques et comportement de tri.

• Points forts et possibilités liées au contexte :

- Très forte visibilité nationale.
- Production scientifique significative, notamment dans les revues de rang A, mais à un rythme inégal selon les chercheurs.
- Adossement des spécialités de master et de la formation doctorale à de nombreux partenaires (Grandes écoles, INRA, EHESS...).
- Organisation régulière de rencontres scientifiques et initiatives nombreuses de structuration de la recherche en économie de l'environnement.
- Excellentes relations de partenariat ou d'expertise avec les milieux professionnels.
- Récents recrutements d'un bon niveau (6 enseignants-chercheurs ont été recrutés depuis 2007), ce qui assure à la fois la jouvence du groupe et le renouvellement des programmes de recherche.
- Projet scientifique pour la période 2014-2018 très ambitieux et d'une grande pertinence, dans un domaine bénéficiant d'une très forte dynamique, avec des inflexions positives (interfaces finance-énergie) et des collaborations accrues avec les membres des autres thèmes.

• Points à améliorer et risques liés au contexte :

- Visibilité internationale encore insuffisante.
- Le flux de thèses et le nombre de doctorants devraient augmenter significativement au vu du potentiel d'encadrement et de la dynamique, tant sur le plan académique que professionnel, des questions d'environnement.
- Implication insuffisante dans les appels d'offre nationaux, mais surtout européens, et dans les réseaux de recherche internationaux.
- Conciliation difficile entre la volonté de participer activement aux débats publics sur les sujets environnementaux et la nécessité de publier plus largement dans des revues de rang A et dans les meilleures revues généralistes.



- Recommandations :

- Nécessité de poursuivre la progression vers les meilleures revues pour l'ensemble des membres, en visant les revues considérées comme les plus importantes en économie de l'environnement et en économie de l'énergie.
- Assumer les risques et les délais d'une politique de soumission ambitieuse et rechercher des collaborations accrues avec des chercheurs étrangers, notamment avec les professeurs invités.

Thème 4 : Entreprises, Inégalités et Politiques Sociales (EIPS)

Nom du responsable : M^{me} Dominique MEURS

Effectifs :

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires	5	4
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires	3	1
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)	1	0
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)		1
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité	1	
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants	2,75	1
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche		
ETP de doctorants	4	
TOTAL	16,75	7

• Appréciations détaillées

Conclusion :

- Avis global sur le thème :

Les membres de l'unité rattachés au thème EIPS privilégient la microéconomie appliquée des trajectoires d'entreprises, des inégalités sociales et l'analyse des politiques publiques dans le champ du social, sous 3 volets : entreprises (trajectoires, implantations territoriales, innovations, recrutements, gouvernance, RSE) ; individus (inégalités, discrimination, pauvreté, ségrégation spatiale) ; politiques sociales (droits sociaux, politiques publiques de santé, inégalités d'accès aux soins). 85 articles ont été publiés de 2007 à 2012, dont 18 dans les revues classées en A et 14 dans les revues classées en B par l'AERES. Le ratio *articles dans des revues A / membres permanents* est de 1,38 et les meilleures revues dans lesquelles les membres de ce thème ont publié (niveau 1* ou 1) sont les suivantes : *Journal of Political Economy*, *Journal of Public Economics*, *Industrial Relations*, *Games and Economic Behavior*. S'y ajoutent 15 ouvrages publiés ou édités. 4 thèses ont été soutenues au cours de la même période et 5 thèses sont en cours. Les activités d'expertise sont menées avec les institutions suivantes : Chaire finance durable et investissement responsable, OCDE, INED, CDC, DARES, DATAR, Ministère de l'économie et des finances, DGAFP, Observatoire de la parité, HALDE, Haute autorité de santé, INSERM, Région Ile de France...



3 thématiques structurent les recherches programmées dans le projet : trajectoires des entreprises, gouvernance et emploi (entreprises et groupes dans une économie territorialisée, faillites d'entreprises, gouvernance d'entreprises et composition des CA, dynamique des carrières internes dans le secteur public et le secteur privé) ; inégalités et sélections sur les marchés du travail et du logement (discrimination et recrutement par concours dans la fonction publique, équité spatiale et mesure du bien-être humain) ; régulation professionnelle, politiques publiques et évaluation (politiques de santé et inégalités d'accès aux soins, *Grand Paris* et implantation d'entreprises, politiques locales et retour à l'emploi, exonération de cotisations sociales et impact sur la croissance, insertion des étudiants *décrocheurs*).

- Points forts et possibilités liées au contexte :

- Bonne visibilité nationale.
- Production scientifique significative et en progression, mais à un rythme inégal selon les chercheurs.
- Forte implication dans l'animation et l'organisation de l'enseignement en master.
- Organisation régulière de rencontres scientifiques.
- Excellentes relations de partenariat ou d'expertise avec les milieux professionnels ou l'Administration dont témoignent les nombreux contrats et les multiples interactions avec l'environnement économique et social.
- Récents recrutements d'un bon niveau (4 enseignants-chercheurs récemment recrutés).
- Projet scientifique pour la période 2014-2018 qui recouvre des enjeux forts pour la société et qui présente des inflexions positives malgré l'éclatement des questionnements, du fait d'un positionnement méthodologique commun caractérisé par l'inter-disciplinarité, notamment avec la sociologie, et par l'orientation appliquée des travaux menés.

- Points à améliorer et risques liés au contexte :

- Visibilité encore insuffisante au niveau international.
- Implication insuffisante dans les appels d'offre européens et dans les réseaux de recherche internationaux.
- Départ récent de plusieurs membres seniors bénéficiant d'une forte reconnaissance scientifique, ce qui conforte la nécessité d'une adaptation des conditions d'exercice de la recherche au sein de l'unité.
- Recherches relevant majoritairement, mais pas seulement, de l'économie appliquée, ce qui peut rendre difficile dans ce cas l'accès aux meilleures revues internationales.

- Recommandations :

- Nécessité de poursuivre la progression vers les meilleures revues pour l'ensemble des membres, en visant les revues considérées comme les plus importantes dans les divers domaines du thème.
- Assumer les risques et les délais d'une politique de soumission ambitieuse et rechercher des collaborations accrues avec des chercheurs étrangers, notamment avec les professeurs invités.
- Le flux de thèses et le nombre de doctorants devraient augmenter significativement au vu du potentiel d'encadrement.
- Renforcement des approches théoriques, notamment avec les chercheurs des autres thèmes, et d'une orientation plus marquée vers les comparaisons internationales.

Thème 5 : Droit, Institutions et Réglementation (DIR)

Nom du responsable : M. Eric LANGLAIS

Effectifs :

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires	4	4
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires		
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)		
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)		
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants	0,25	0
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche		
ETP de doctorants	9,25	
TOTAL	13,5	4

● Appréciations détaillées

Conclusion :

- Avis global sur le thème :

Les membres de l'unité rattachés au thème DIR mènent des recherches qui relèvent de l'analyse économique des institutions et des règles, en premier lieu les institutions judiciaires et les règles de droit, sous 3 volets : économie des litiges et de la justice (procédures, *class actions*, litiges liés au travail ou aux divorces) ; évolution du droit et des institutions (concurrence *versus* harmonisation du droit, gouvernance, institutions informelles et développement) ; concurrence et réglementation des activités et des marchés (surendettement et défaillance des entreprises, droit et politique de la concurrence, (dé)réglementation des ordres professionnels). 71 articles ont été publiés de 2007 à 2012, dont 24 dans les revues classées en A et 24 dans les revues classées en B par l'AERES. Le ratio *articles dans des revues A / membres permanents* est de 3 et les meilleures revues dans lesquelles les membres de ce thème ont publié sont les suivantes : *International Review of Law and Economics*, *Journal of Comparative Economics*, *Journal of Development Economics*, *Economic Theory*, *International Journal of Industrial Organization*, *Economic Development and Cultural Change*. S'y ajoutent 9 ouvrages publiés ou édités. 3 thèses ont été soutenues au cours de la même période et 10 thèses sont en cours. Les activités d'expertise sont menées avec les institutions suivantes : Commission européenne pour l'efficacité de la justice, Conseil national des barreaux, GIP Mission droit et justice, DARES, Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de l'Énergie...



4 thématiques structurent les recherches programmées dans le projet : économie des litiges, de la responsabilité et de la justice (responsabilité civile et contrôle des risques, risque de développement, régulation *versus* responsabilité) ; économie du secteur informel et de la criminalité (politique pénale et marché politique, secteur informel et développement) ; économie du droit de la concurrence et réglementation (contrôle des concentrations et lutte anti-cartel, procédures négociées en droit de la concurrence) ; économie du droit des sociétés et du droit des défaillances (évaluation du risque de défaillance, procédures collectives et défaillances des entreprises).

● Points forts et possibilités liées au contexte :

- Très forte visibilité nationale.
- Production scientifique significative et en nette progression, notamment dans les revues de rang A, mais à un rythme inégal selon les chercheurs.
- Implication croissante dans l'animation et l'organisation de l'enseignement en master, avec la montée en charge de la filière droit-économie.
- Nombreux partenariats avec des universités françaises et étrangères et organisation des premières journées d'études européennes pour doctorants *The future of Law and Economics*.
- Présence dans les comités scientifiques de revues importantes du domaine.
- Organisation de nombreuses conférences.
- Récents recrutements d'un excellent niveau.
- Projet scientifique pour la période 2014-2018 qui présente un recentrage positif, plus proche de l'économie du droit et plus éloigné de l'économie des institutions, qui améliore l'homogénéité des recherches sans s'interdire des collaborations accrues avec les membres des autres thèmes.

● Points à améliorer et risques liés au contexte :

- Visibilité encore insuffisante au niveau international.
- Le flux de thèses et le nombre de doctorants devraient augmenter significativement au vu du potentiel d'encadrement et de la dynamique, tant sur le plan académique que professionnel, des questions d'économie du droit et de la réglementation.
- Implication insuffisante dans les appels d'offre nationaux ou européens, et dans les réseaux de recherche internationaux.
- Départ récent de plusieurs membres seniors bénéficiant d'une forte reconnaissance scientifique, ce qui conforte la nécessité d'une adaptation des conditions d'exercice de la recherche au sein de l'unité.
- Opportunités d'interfaces avec les autres thèmes de l'unité quelque peu négligés (règlement ordonné des faillites en économie bancaire (*testaments* prudentiels), règles de prévention des émissions en économie de l'environnement...).

● Recommandations :

- Nécessité de poursuivre la progression vers les meilleures revues pour l'ensemble des membres, en visant les revues considérées comme les plus importantes en économie du droit, mais aussi les revues généralistes.
- Assumer les risques et les délais d'une politique de soumission ambitieuse et rechercher des collaborations accrues avec des chercheurs étrangers, notamment avec les professeurs invités.



Thème 6 :

Histoire et Théorie Economique (HTE), dénommé désormais Théorie, Histoire, Risque et Interactions Stratégiques (THEORIS)

Nom du responsable :

M. Olivier Musy

Effectifs :

Effectifs du thème en Équivalents Temps Plein	Au 30/06/2012	Au 01/01/2014
ETP d'enseignants-chercheurs titulaires	5	4
ETP de chercheurs des EPST ou EPIC titulaires		
ETP d'autres personnels titulaires n'ayant pas d'obligation de recherche (IR, IE, PRAG, etc.)		
ETP d'autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	2	3
ETP de post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité		
ETP d'autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, etc.) hors post-doctorants	2	
ETP d'autres personnels contractuels n'ayant pas d'obligation de recherche		
ETP de doctorants	5	
TOTAL	14	7



•Appréciations détaillées

Conclusion :

• Avis global sur le thème :

Les membres de l'unité rattachés au thème HTE, devenu THEORIS, mènent des recherches qui relèvent à la fois de la théorie économique et de l'histoire de la pensée économique sous 4 volets : interactions stratégiques (équilibre général et formes de la concurrence à la Cournot ou à la Stackelberg, équilibre partiel et modèles d'oligopole avec choix séquentiels et conjectures) ; risque et incertitude (politiques publiques optimales en présence de risques mal connus, évolution temporelle de la perception individuelle des risques) ; dynamique économique (dynamique macroéconomique et équilibres multiples, dynamique ricardienne et économie classique) ; histoire de la pensée économique (travaux sur Edgeworth et sur le caractère précurseur des travaux de Potron, étude de la structuration de l'économie comme discipline, de son évolution et des questions d'interdisciplinarité). 67 articles ont été publiés de 2007 à 2012, dont 22 dans les revues classées en A et 26 dans les revues classées en B par l'AERES. Le ratio *articles dans des revues A / membres permanents* est de 1,83 et les meilleures revues dans lesquelles les membres de ce thème ont publié sont les suivantes : *History of Political Economy, Public Choice, Health Economics, Economics and Philosophy*. S'y ajoutent 8 ouvrages publiés ou édités. 10 thèses ont été soutenues au cours de la même période et 5 thèses sont en cours. Compte tenu du domaine de recherche, les activités d'expertise sont très peu nombreuses mais on note la responsabilité d'un programme ANR et la présidence du *Central European Program in Economic Theory*.

3 thématiques structurent les recherches programmées dans le projet : interactions stratégiques ; risque ; liens entre l'histoire de la pensée économique moderne et les analyses contemporaines, notamment à propos de la concurrence parfaite.

• Points forts et possibilités liées au contexte :

- Forte visibilité nationale.
- Production scientifique significative et en nette progression, notamment dans les revues de rang A, mais à un rythme inégal selon les chercheurs.
- Pilotage d'un contrat ANR.
- Nombre relativement élevé de doctorants et de thèses soutenues, compte tenu du champ disciplinaire spécifiquement académique du thème.
- Implication croissante dans l'animation et l'organisation de l'enseignement en master avec la création de deux nouvelles mentions.
- Présence dans les comités scientifiques de revues importantes du domaine.
- Organisation régulière de rencontres scientifiques spécialisées dont l'attractivité dépasse les frontières nationales.
- Récents recrutements d'un bon niveau.
- Projet scientifique pour la période 2014-2018 qui présente un recentrage bienvenu et des inflexions thématiques (modélisation des comportements en situation d'incertitude par exemple) de nature à favoriser les interfaces et les collaborations accrues avec les membres des autres thèmes, dans le domaine de la finance ou de l'économie de l'environnement.



- Points à améliorer et risques liés au contexte :

- Visibilité encore insuffisante au niveau international.
- Plusieurs départs à la retraite peuvent mettre en cause l'héritage scientifique et la crédibilité nationale et internationale des recherches menées au sein de ce thème.

- Recommandations :

- Nécessité de poursuivre la progression vers les meilleures revues pour l'ensemble des membres, en visant les revues considérées comme les plus importantes en histoire de la pensée économique et les revues généralistes.
- Assumer les risques et les délais d'une politique de soumission ambitieuse et rechercher des collaborations accrues avec des chercheurs étrangers, notamment avec les professeurs invités.
- Veiller au remplacement des départs à la retraite passés et récents des membres du thème.



5 • Déroulement de la visite

Dates de la visite :

Début : 6 mars 2013 à 9h30

Fin : 7 mars 2013 à 14h00

Lieu de la visite :

Institution : Université Paris Ouest Nanterre La Défense

Adresse : Bâtiment G - 6ème étage, Salle 614
200, Avenue de la République
92001 NANTERRE CEDEX

Déroulement de la visite :

Mercredi 6 mars 2013

- 09h30 - 10h30 : Réunion préalable des experts (huis-clos)
- 10h30 - 12h30 : Présentation du bilan de l'unité par sa directrice et l'équipe de direction
- 12h30 - 13h30 : Repas sur place (avec les membres de l'unité)
- 13h30 - 14h30 : Rencontre avec les tutelles : Philippe GERVAIS-LAMBONY (Vice Président du Conseil Scientifique) et Stefano BOSI (DAS de l'INSHS, CNRS) (absent), (huis-clos)
- 14h30 - 15h00 : Rencontre avec le personnel propre de l'unité (huis-clos)
- 15h00 - 15h30 : Rencontre avec l'axe *Droit, Institutions et Réglementation* (Eric LANGLAIS)
- 15h30 - 16h00 : Rencontre avec l'axe *Entreprises, Inégalités et Politiques Sociales* (Dominique MEURS)
- 16h00 - 16h15 : Pause café
- 16h15 - 16h45 : Rencontre avec l'axe *Développement Durable, Environnement, Economie Publique* (Alain AYONG LE KAMA)
- 16h45 - 17h15 : Rencontre avec l'axe *Macroéconomie Internationale et Econométrie Financière* (Cécile COUHARDE)
- 17h15 - 17h45 : Rencontre avec l'axe *Monnaie, Finance, Intermédiation* (Laurence SCIALOM)
- 17h45 - 18h15 : Rencontre avec l'axe *Théorie, Histoire, Risque et Interactions Stratégiques* (Olivier MUSY)
- 18h30 - 19h30 : Réunion de Synthèse sur le bilan (huis-clos)

Jeudi 7 mars 2013

- 9h00 - 10h00 : Rencontre avec les doctorants rattachés à l'unité
- 10h00- 12h00 : Rencontre sur le projet de l'Unité avec la directrice et l'équipe de direction
- 12h00 - 14h00 : Repas du comité d'experts - Délibération et préparation du rapport (huis-clos)



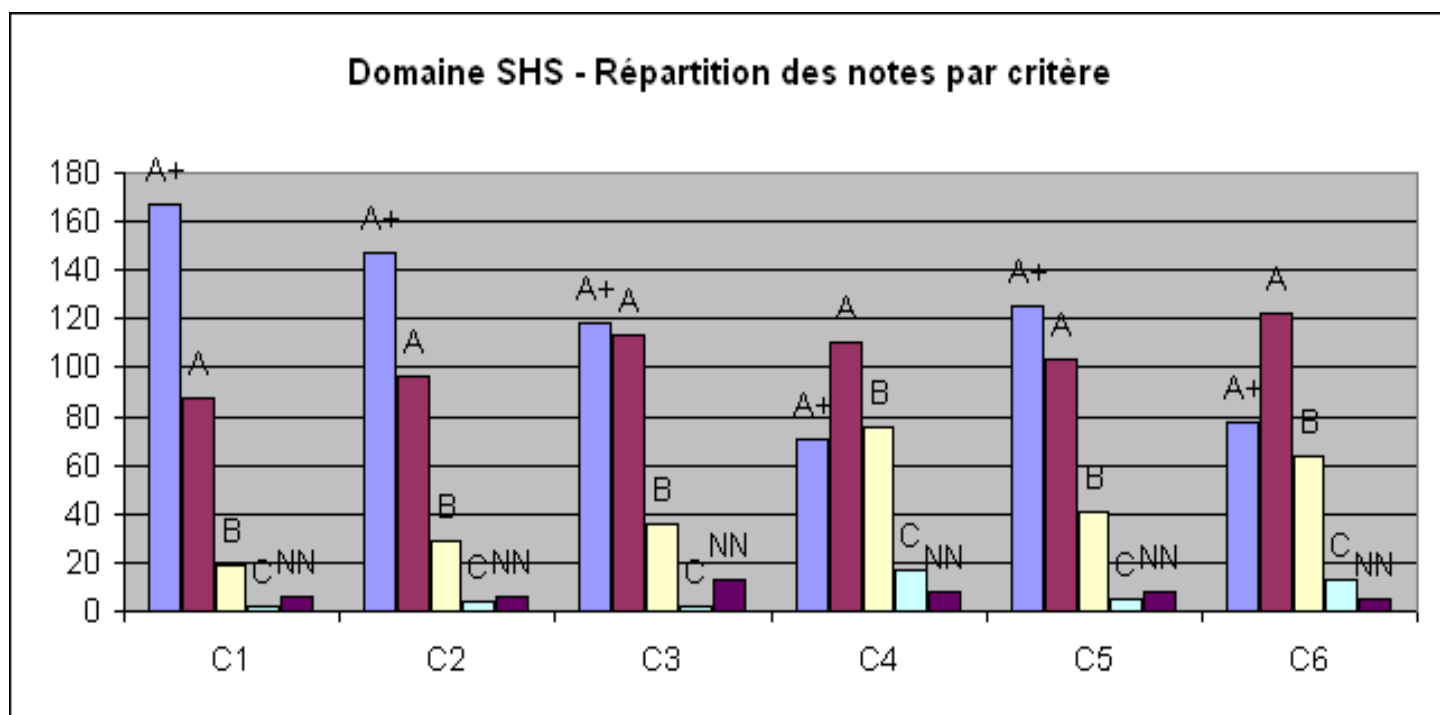
6 • Statistiques par domaine : SHS au 10/06/2013

Notes

Critères	C1 Qualité scientifique et production	C2 Rayonnement et attractivité académiques	C3 Relations avec l'environnement social, économique et culturel	C4 Organisation et vie de l'entité	C5 Implication dans la formation par la recherche	C6 Stratégie et projet à cinq ans
A+	167	147	118	71	125	78
A	88	96	113	110	103	122
B	19	29	36	76	41	64
C	2	4	2	17	5	13
Non Noté	6	6	13	8	8	5

Pourcentages

Critères	C1 Qualité scientifique et production	C2 Rayonnement et attractivité académiques	C3 Relations avec l'environnement social, économique et culturel	C4 Organisation et vie de l'entité	C5 Implication dans la formation par la recherche	C6 Stratégie et projet à cinq ans
A+	59%	52%	42%	25%	44%	28%
A	31%	34%	40%	39%	37%	43%
B	7%	10%	13%	27%	15%	23%
C	1%	1%	1%	6%	2%	5%
Non Noté	2%	2%	5%	3%	3%	2%





7 • Observations générales des tutelles

Valérie MIGNON
EconomiX – CNRS
Université Paris Ouest – Nanterre La Défense
200 avenue de la République
92001 Nanterre Cedex
Tél. 01 40 97 58 60
Email : valerie.mignon@u-paris10.fr

Rapport S2PUR140007031 - EconomiX - 0921204J

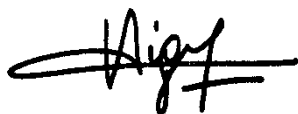
Réponse au rapport établi par le comité de visite AERES (mars 2013)

La Direction d'EconomiX tient à remercier le président et les membres du comité AERES pour la qualité des échanges qui se sont déroulés lors de la visite, l'esprit très constructif avec lequel cette évaluation a été menée et pour le rapport très détaillé qui en a suivi.

La Direction n'a pas de remarque particulière à formuler sur le rapport qui lui semble conforme à l'activité et à la dynamique de l'unité, mais souhaite, uniquement à titre d'information, apporter une précision quant aux effectifs producteurs. EconomiX est doté depuis sa création d'un règlement intérieur définissant les critères d'appartenance à l'UMR. Le statut de membre permanent est ainsi conditionné à un critère d'activité scientifique minimale. Les chercheurs et enseignants-chercheurs en poste à l'Université Paris Ouest – Nanterre La Défense ne remplissant pas ce critère ont le statut de « chercheur rattaché » et ne sont pas comptabilisés dans les effectifs permanents.

Le taux de producteurs figurant dans le rapport d'évaluation de l'AERES, égal à 83,33%, prend en compte les chercheurs rattachés. Pour information et conformément à notre règlement intérieur, si l'on ne tient compte que des membres permanents, le pourcentage de producteurs est égal à 94,83%¹.

Fait à Nanterre, le 5 avril 2013



Valérie MIGNON
Directrice d'EconomiX

¹ Le calcul est basé sur les chiffres suivants figurant dans la colonne « Nombre au 01/01/2014 » : N1 = 46, N2 = 3, N4 = 6 et N5 = 3. Le taux de producteurs est ainsi égal à 55/58, soit 94,83%.